



N° 73 Juillet - Juli 2013

BUKAVU : ECHOS DE LA CAMPAGNE ANTIESCLAVAGISTE

Sous la direction du Père Apollinaire Chishugi un colloque fut organisé à Bukavu à l'occasion du 125ème anniversaire de la campagne antiesclavagiste du Cardinal Lavignerie. Les aspects historiques furent exposés par le Père Jean-Claude Cellier, venu de France, les motivations théologiques par le Père Bernard Ugeux. Plusieurs formes modernes d'esclavages furent développées par des chercheurs et professeurs locaux. En voici quelques-uns: les femmes exploitées dans le transport de lourdes charges; la situation des domestiques, taillables et corvéables à merci malgré le code du travail; l'exploitation des enfants, qui après l'école doivent desservir les petits étals commerciaux le long des routes; le travail effectué par des femmes et des enfants dans les différentes carrières d'extraction de pierres; les enfants-soldats et les jeunes filles utilisées comme esclaves sexuelles par des officiers autoproclamés; l'exploitation des Pygmées; le système mafieux dans les prisons et la surpopulation...

KARIBU n° 164-165, avril-mai 2013

MENDENRECHTEN – DROITS DE L'HOMME

België veroordeeld door Europa

Straatsburg tikt de Belgische overheid op de vingers omdat er onvoldoende opvang is voor personen met een handicap. "Door het tekort aan opvang voor mensen met een handicap belanden veel Belgische gezinnen in problematische situaties.", besluit het Europees Comité voor Sociale Rechten. Het grote euvel is dat zwaar gehandicapten (syndroom van Down, bij voorbeeld) te lang moeten wachten. Met die uitspraak zullen ouders naar Belgische rechters kunnen trekken om opvang af te dwingen.

De Standaard van 29 juli 2013

La Libre Belgique titre "La Belgique est condamnée sans appel" et signale qu'en 2010 la Belgique comptait 73 381 personnes âgés de 21 à 61 ans et handicapées de grande dépendance. (29 juillet 2013)

Les peines perpétuelles incompressibles bannies

La Cour européenne des droits de l'homme a condamné le caractère incompressible d'une peine de privation de liberté à perpétuité, la déclarant contraire à l'interdiction des traitements inhumains ou dégradants. L'impossibilité d'une libération anticipée semble donc désormais mise au ban de nos systèmes

pénaux. "Voilà une décision à rebrousse-poil de tout populisme" commente Philippe Frumer, chargé de cours à l'Institut supérieur des traducteurs et interprètes à Bruxelles. *La Libre Belgique du 20-21 juillet 2013*

Stuur geen kinderen terug naar Afghanistan

Nadat de onderwijskoepels eind vorig jaar al hebben opgeroepen geen kinderen zonder papieren naar hun land terug te sturen zolang ze hier school lopen, mengt ook kinderpsychiater Peter Adriaensens zich in het debat. Hij maakt zich vooral zorgen over kinderen die naar Afghanistan worden teruggestuurd, "*waar nog een open conflict woedt*". Niet volgens de overheid. "*Maar ons beukgevoel zegt ons toch allemaal dat het daar niet veilig is.*" "*Kinderen die hier school lopen, Nederlands spreken en al iets van het Westen hebben overgenomen, krijgen automatisch problemen als ze naar daar terugkeren,*" zegt Adriaensens. "*Ze zijn al kwetsbaar, omdat ze zijn moeten vluchten. Door hen terug te sturen, raken ze nog meer beschadigd in hun ontwikkeling. Voor meisjes is het gevaar nog groter, omdat zij daar niet mogen studeren.*"

De Standaard van 23 juli 2013

L'éducation les effraie

Militer coûte que coûte et ce, malgré les menaces de mort répétées des talibans, afin que plus aucun enfant au monde ne se voie refuser le droit à l'éducation: voilà le combat que mène Malala Yousafzai qui s'exprimait vendredi 12 juillet au siège des Nations unies à l'occasion de son seizième anniversaire. En soutien à l'initiative "L'éducation pour tous" du secrétaire générale de l'Organisation des Nations unies, Ban Ki-Moon, la journée baptisée "Les jeunes prennent le contrôle de l'Assemblée générale" a été l'occasion pour Malala de lancer un vibrant appel en faveur de l'éducation.

S'exprimant publiquement pour la première fois depuis sa sortie de l'hôpital de Birmingham en février, après y avoir subi une opération chirurgicale à la tête, la jeune Pakistanaise a évoqué les fléaux causés par les talibans dans son pays. Le 9 octobre 2012, elle avait été la cible des talibans alors qu'elle circulait dans un bus scolaire. Ce jour où elle faillit perdre la vie pour avoir critiqué sur son blog la misogynie et l'ignominie des talibans qui avaient notamment incendié plus de 150 écoles dans sa région, la pittoresque vallée de Swat. "*Je ne suis pas ici pour parler de revanche personnelle contre les talibans /.../ je suis ici pour défendre le droit à l'éducation pour tous les enfants.*" – "*Les extrémistes ont peur des livres et des stylos. Le pouvoir de l'éducation les effraie*", c'est pourquoi "*les gouvernements doivent assurer une éducation libre et obligatoire à chaque enfant dans le monde*", a-t-elle affirmé. Elle a, à cet effet, remis à M. Ban une pétition diffusée sur Internet, et signée par près de 4 millions de personnes réclamant aux 193 pays membres de l'Onu, "*le financement d'enseignants, d'écoles et de livres*", afin que chaque enfant ait accès à l'instruction en décembre 2015 (objectif fixé par l'Onu!). "*Aujourd'hui ce n'est pas le jour de Malala, c'est le jour de toutes les femmes, de tous les garçons et de toutes les filles qui ont élevé la voix pour défendre leurs droits.*"

La Libre Belgique du 13-14 juillet 2013

Résolution du Parlement européen sur le cas de Victoire Ingabire (Rwanda)

Le 23 mai 2013, le Parlement européen a voté une résolution présentée par une cinquantaine de députés de cinq groupes parlementaires en faveur de Mme Victoire Ingabire. Entre autres, la Résolution "*condamne fermement la nature politiquement motivée du procès, la poursuite d'opposants politiques et l'issue décidée à l'avance du procès*" car, en réalité, "*les activités politiques de Mme Ingabire se sont axées, entre autres, sur l'Etat de droit, la liberté d'association politique et l'autonomisation des femmes au Rwanda*". La résolution "*condamne toute forme de répression, d'intimidation et de détention à l'égard de militants politiques, de journalistes et de défenseurs des droits de l'homme*". Elle demande instamment aux autorités rwandaises de "*libérer immédiatement toutes les personnes et tous les militants emprisonnés ou condamnés pour le seul exercice de leurs droits à la liberté d'expression, d'association et de réunion pacifique; à cet égard, invite instamment les autorités rwandaises à adapter le droit national afin de garantir la liberté d'expression*".

Echos des Grands Lacs (EURAC) n° 99 de juin 2013

COUP DE FORCE ET PRINTEMPS ARABE

Ce qui s'est passé au Caire dans la nuit du 3 au 4 juillet 2013 fera date. Pour l'Egypte elle-même, pour le *Printemps arabe* et, peut-être – qui sait? – pour le reste du monde.

Cette nuit-là, l'armée, sans laquelle, en Egypte, depuis juillet 1952 – soixante et un ans! – aucun changement politique d'envergure n'est possible, est de nouveau sortie de ses casernes: répondant au bruyant appel de plusieurs millions d'Egyptiens, elle a chassé du pouvoir, sans ménagement, les islamistes – personnifiés par Mohamed Morsi -, qui l'avaient conquis par les urnes il y a tout juste un an.

Ayant obtenu le départ du premier président démocratiquement élu de leur histoire contemporaine, ces Egyptiens affirment qu'ils ont accompli, le 3 juillet, une nouvelle révolution!

Ce qu'ils ont accompli était populaire, sanctionnait l'échec patent du pouvoir islamiste. Mais c'était *un coup de force*.



Elu président de la République à la faveur d'un scrutin pluraliste, Mohamed Morsi avait déclaré qu'il serait le "président de tous les Egyptiens", mais s'est comporté comme le serviteur de sa confrérie, les Frères musulmans, avec pour mission principale de les installer au pouvoir, d'en parfaire pour eux la conquête.

Opprimée depuis sa création, en 1928, la confrérie a, dès son arrivée aux affaires, fait preuve de sectarisme et d'incompétence, suscitant l'hostilité, voire le rejet d'une majorité d'Egyptiens.

Les militaires s'en sont prévalus pour intervenir contre Morsi et contra des islamistes drapés dans leur "légitimité démocratique" – "nous sommes au pouvoir parce que nous avons été élus".

Pour réel qu'il soit, l'argument est trop court.

La vraie signification, les conséquences à court et moyen termes de ce qui s'est passé au Caire dans la nuit du 3 au 4 juillet 2013, vont se préciser peu à peu: beaucoup dépendra de ce que feront les islamistes en réaction à leur éviction. Qui les soutiendra et jusqu'à quel point? Quelle sera l'attitude des salafistes? Qui utilisera la violence?

Mais, je constate, non sans étonnement, que le coup de force n'a été stigmatisé par (presque) personne et que nul n'a volé au secours des évincés.

Il ne fait aucun doute en tout cas qu'il s'agit là d'un tournant historique: s'est ouvert le 4 juillet un nouveau chapitre de l'histoire égyptienne et a débuté la deuxième phase du Printemps arabo-africain.



L'expérience des deux années écoulées a révélé que les *islamistes arabo-africains sont, pour l'heure, inaptes à l'exercice du pouvoir*. Ils sont disqualifiés, et l'on ne peut leur confier la responsabilité ni d'un Etat, ni même d'un gouvernement.

Béchir Ben Yahmed, *Ce que je crois*, in Jeune Afrique, n° 2739 du 7 au 13 juillet 2013

Eerste boodschap van paus Franciscus aan de leiders van de economische grootmachten:

"Geld en andere politieke en economische middelen zijn er om te dienen, niet om te heersen."

"De bekommernis over het materiële en spirituele welzijn van elk persoon is het vertrekpunt voor iedere politieke en economische oplossing en de ultieme maatstaf van efficiënt en ethisch verantwoord handelen.

Brief van de paus aan Eerste minister David Cameron, huidig voorzitter van de G8
(juni 2013)

TRAITE INTERNATIONAL SUR LE COMMERCE DES ARMES

Le 3 juin 2013, tous les membres de l'Organisation des Nations unies étaient invités à venir signer, au cours d'une cérémonie officielle au siège de New York, ce texte inédit dans l'histoire du contrôle des armes conventionnelles. 67 Etats ont d'emblée signé ce nouveau traité, signe de l'importance de ce texte international, et depuis lors 4 autres pays ont suivi le mouvement. Ils se sont ainsi engagés à désormais respecter des règles internationales communes pour les transferts d'armes, telles que les avions et navires de combat, les chars et véhicules militaires, les armes légères et de petit calibre, les munitions ou encore les missiles. La Belgique, comme la plupart des Etats membres de l'U.E. (à l'exception de la Bulgarie, de la Pologne et de la Slovaquie), faisait partie des premiers signataires du Traité. De même qu'une vingtaine de pays latino-américains et des Caraïbes et une douzaine de pays africains, majoritairement d'Afrique de l'Ouest.

Au premier rang des grands absents: trois membres du Conseil de Sécurité (les Etats-Unis, parce qu'ils attendent les traductions officielles du texte, la Chine et la Russie). Autres absents de taille: les pays du Moyen-Orient et les Etats asiatiques – à l'exception du Japon et de la Corée du Sud – qui comptent pourtant plusieurs importateurs et exportateurs d'armes.

Les Nouvelles du GRIP, 2/13

Faim, malbouffe et destruction des écosystèmes

"L'agriculture d'aujourd'hui est destructrice. Elle ne peut produire sans détruire: les sols, l'eau, le climat... Si on continue dans cette impasse, si on pousse encore en avant dans cette voie, cela va affamer l'humanité y compris au Nord de la planète {...}. Ceci n'est pas une théorie de plus, les pénuries alimentaires nous guettent tous, c'est un processus d'une gravité extrême que les gens et les politiciens ne mesurent pas".

"Le toujours plus, le toujours plus vite et la course effrénée au profit nous amènent à nous rendre la vie impossible et encore plus aux générations futures".

Ainsi parle Pierre Rabhi, agriculteur et philosophe. Il est internationalement considéré comme un des pères de l'agro-écologie. Partout il martèle son message: alors que l'humanité est confrontée au drame de la faim et à des scandales alimentaires à répétition, les techniques et pratiques agricoles douces qui respectent les sols, l'eau et la vie sont les seules à représenter une solution efficace. Et nous devons impérativement devenir plus sobres. La sobriété est l'antidote à la surabondance et à la surconsommation qui alimentent les multinationales et le système.

"Devant la folie collective de notre inconscience, il importe de clamer que non seulement l'agro-écologie, ça marche mais qu'en plus, c'est une véritable éthique de vie!"

Juste Terre!, mensuel d'Entraide & Fraternité, n° 99 de juin 2013

Welke zijn de corruptste landen ter wereld?

Wereldwijd heeft gemiddeld één persoon op de vier het voorbije jaar iemand omgekocht. Dat zegt *Transparancy International*, dat onderzoek heeft gevoerd naar corruptie in 95 landen.

Het globale gemiddelde van omkoping ligt op 27 procent. Het zijn vooral de hoge omkoopcijfers van enkele Afrikaanse landen die dat cijfer de hoogte injagen. In Kenya heeft 70 procent van de bevolking het voorbije jaar iemand omgekocht, en in Sierra Leone loopt dat cijfer zelfs op tot 84%. Het meest vatbaar voor omkoping zijn de politieke partijen, de politie en het gerecht.

In een overzichtelijke interactieve kaart toont de BBC hoe de situatie in alle verschillende landen is:

<http://www.bbc.co.uk/news/business-23231318>

L'affaire Snowden ou la honte de l'Europe

"Il est pour le moins paradoxal de constater que ce pays que nos puissances occidentales présentent volontiers et sans rire comme la plus grande démocratie du monde – les Etats-Unis d'Amérique – condamne à la peine de mort, pratique déjà aussi barbare qu'inhumaine en soi, ceux-là mêmes, tels Julian Assange (cofondateur de WikiLeaks) et Edward Snowden (ancien agent de la NSA) qui, au nom pourtant de cette valeur universelle que devrait théoriquement être la démocratie précisément, ont le courage moral de révéler à la planète entière à quel infâme délit d'espionnage se livrent aujourd'hui, à l'encontre de leur principal allié politique de surcroît – l'Europe, toujours - ces mêmes USA.

Mais il est encore plus paradoxal de constater que nos mêmes puissances occidentales – les pays de l'Union européenne et la France en tête, qui se vante pourtant d'être le chantre de la liberté tout autant que la patrie des droits de l'homme – refusent d'accorder l'asile, tant elles craignent d'indisposer leur grand maître américain et de devoir subir ainsi ses odieuses représailles, à ceux-là mêmes, tels Julian Assange et Edward Snowden là encore, dont elles reconnaissent cependant, dans le même temps, les immenses mérites, puisqu'elles tiennent compte de leurs terribles quoique salutaires révélations, en matière de transparence démocratique.

Ainsi assiste-t-on aujourd'hui, abasourdi par l'effroyable tintamarre de pareille hypocrisie, par-delà même son incommensurable lâcheté, à cette autre et encore plus incompréhensible contradiction: cette même Union européenne, d'un côté, demande très légitimement, que ce soit par la voix de François Hollande ou d'Angela Merkel, des explications à Barak Obama pour cette innommable forfaiture, tandis que, de l'autre côté, elle laisse enfermé dans une modeste résidence diplomatique (l'Ambassade de l'Equateur) du centre de Londres, depuis maintenant plus d'un an, un Julian Assange, et croupir sans broncher, dans la zone de transit d'un sinistre aéroport de Moscou, un Edward Snowden.

/.../

Se peut-il donc qu'il faille aujourd'hui être un pauvre quoique vaillant pays d'Amérique centrale ou du Sud, tels l'Equateur, la Bolivie, le Venezuela, le Nicaragua ou Cuba, pour avoir le courage d'accueillir sur son sol ces héros des temps modernes?"

Daniel Salvatore Schiffer, philosophe et écrivain, in La Libre Belgique du jeudi 11 juillet 2013

Le Parlement européen, en réunion à Strasbourg, avait déjà réagi le jeudi 4 juillet:

- **Les députés européens** ont adopté une résolution (483 voix pour, 98 contre, 5 abstentions) exprimant leur inquiétude quant au programme Prism et condamnant l'espionnage des institutions européennes par les Etats-Unis.
- **La commission des libertés civiles** du Parlement a reçu mandat pour enquêter sur les programmes

de surveillances américaines et les allégations d'espionnage. Elle fera rapport au Parlement sur les résultats de cette enquête en fin d'année.

- **Les eurodéputés** estiment par ailleurs qu'il est impératif de protéger les lanceurs d'alerte qui dénoncent "*les violations graves des droits fondamentaux*". Sous-entendu: tel Edward Snowden.

La Libre Belgique du 5 juillet 2013

Genitale verminking neemt af (UNICEF-RAPPORT)

Ongeveer 125 miljoen vrouwen hebben een besnijdenis ondergaan. En nog zowat 30 miljoen meisjes en vrouwen riskeren hetzelfde lot in de volgende tien jaar. Dat blijkt uit een grootschalige enquête van Unicef.

Genitale besnijdenis is een moeilijk uit te roeien gebruik in veel landen van Midden- en Noord-Afrika en het Midden-Oosten. Er zijn verschillende vormen van besnijdenis, maar in veel landen worden meisjes nog steeds bijna toegenaaid om zeker hun maagdelijkheid te behouden. De sociale druk is zo groot dat er niet aan te ontkomen lijkt.

Toch is er in ruim de helft van de landen duidelijk vooruitgang. De besnijdenis daalt het snelst in Kenia – logisch, want een goed ontwikkeld land waar sterk campagne werd gevoerd om de wrede praktijk te ontraden – en in de Centraal Afrikaanse Republiek, waar het meer om een spontane evolutie lijkt te gaan.

Maar elders is er minder goed nieuws. In landen als Somalië, Guinea, Mali et Soedan worden nog steeds tussen de 88 en 98 procent van de vrouwen besneden.

In Egypte is er een schuchtere vooruitgang. Van de oudere tienermeisjes is er daar nu 81 % besneden, voor de vrouwen boven veertig is dat nog 96 procent.

De onderzoekers maken zich sterk dat het de volgende generatie een stuk beter kan gaan, omdat twee op de drie jonge Egyptische vrouwen – dank zij betere scholing en grotere mondigheid – vinden dat besnijdenis moet ophouden. De kans is dus reëel dat zij hun dochters dit wrede en gevaarlijke lot zullen besparen.

De Standaard van 24 juli 2013

Cameron verklaart oorlog aan porno

Nieuwe Britse computers worden voortaan standaard ingesteld op een pornofilter. Het bezit van beeldmateriaal waarin verkrachting wordt getoond, wordt strafbaar. Het antipornoplan van premier Cameron komt kort nadat twee zaken van kindermisbruik zijn land geschokt hebben.

April Jones was vijf, *Tia Sharp* twaalf. Allebei warden ze seksueel misbruikt en vermoord. De daders van beide zaken werden in mei tot levenslang veroordeeld. In beide processen bleek dat de beschuldigten voorafgaand aan hun gruweldaad hadden gesurft naar kinderporno en beelden van verkrachting.

De Standaard van 23 juli 2013

